

L'Envoyé des Nations Unies appelle à la fin de la répression en Bolivie



La Paz, 5 février (RHC) Jean Arnault, envoyé des Nations Unies en Bolivie, a réclamé la fin de la répression politique, peu après qu'un représentant de l'ancien président Evo Morales ait été contraint de se réfugier au sein de l'ambassade d'Argentine.

'Dans un contexte électoral, il est essentiel de ne pas commettre d'actes de persécution politique, y compris d'abus de procédure judiciaire', a déclaré Jean Arnault, envoyé personnel du secrétaire général des Nations Unies, lors d'une visite en Bolivie.

Le texte du fonctionnaire confirme les allégations selon lesquelles le régime de Jeanine Áñez utilise le système judiciaire pour inculper d'anciens fonctionnaires du gouvernement d'Evo Morales, les poursuivre et les arrêter.

Il signale que dans ce processus électoral, qui est entré ce mardi dans la phase de campagne, tous les candidats, indépendamment de leur affiliation politique, devront pouvoir exercer leurs droits constitutionnels, élire et être élus en toute liberté.

Ils devront le faire, ajoute-t-il, 'sans abus, intimidation ou discrimination d'aucune sorte' et 'la légitimité du processus électoral en dépendra'.

Cet appel fait suite à des allégations selon lesquelles le gouvernement de facto cherche à empêcher la candidature de l'ancien président Evo Morales au Sénat, qui a été enregistrée mardi, selon des dirigeants de son parti, le Mouvement Vers le Socialisme (MAS).

'La réalisation de ce processus dans le plein respect des droits politiques et des libertés fondamentales constitue un défi majeur', ajoute le message de l'envoyé de l'ONU.

Il a en outre recommandé aux candidats de débattre pacifiquement et démocratiquement, et de s'abstenir de toute action qui violerait le droit à la liberté de réunion pacifique, d'expression, d'association, d'opinion et de circulation.

Entre-temps, l'ancien ministre de l'Intérieur (Carlos Romero) a déclaré qu'il recevait des menaces à la prison de San Pedro, où il est placé en détention préventive, étant accusé d'être responsable de prétendues irrégularités dans les achats de la police antistupéfiants.

Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/213679-lenvoye-des-nations-unies-appelle-a-la-fin-de-la-repression-en-bolivie>



Radio Habana Cuba